



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

N° PA-25094

MARCHE DE FOURNITURES

FOURNITURE DE MOBILIER POUR LE BATIMENT GINA POUR LE CHU DE NANTES

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
(Établissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une procédure d'appel d'Offres Ouvert passée en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Article 1. Objet de l'accord cadre

Le présent appel d'offres a pour objet la fourniture de mobiliers pour la fabrique de l'innovation située dans le bâtiment GINA sur l'Île de Nantes.

Cet espace sera dédié à plusieurs publics : professionnels hospitaliers, étudiant·es et chercheur·euses du Pôle Universitaire d'Innovation (PUI) de Nantes Université, ainsi qu'entrepreneur·euses et entreprises du secteur santé. Il accueillera et accompagnera des projets variés : innovations technologiques, numériques, thérapeutiques, de services et organisationnelles.

Les prestations à réaliser par les titulaires concernent les domaines suivants :

- Fournitures de mobiliers,
- Livraison du mobilier,
- Montage du mobilier,
- Traitement des emballages et palettes

Marques commerciales/spécifications/références suggérées

Le recours à des dénominations dans l'annexe 1 – BPU-DQE repose sur la volonté de décrire aussi précisément que possible nos besoins dans un contexte concurrentiel où l'offre est innombrable et recèle des produits dont nous n'avons pas connaissance.

Ainsi, il appartient donc au titulaire de répondre aux exigences du CCP, en proposant soit un matériel identique au modèle suggéré, soit un matériel équivalent au modèle suggéré.

Article 2. Allotissement

Les fournitures, objet du présent CCP, font l'objet d'un lot unique.

Article 3. Forme et durée du marché public

3.1. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum et avec un montant maximum de 150 000 €HT, sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre, conformément à l'article R. 2162-4 2° du code de la commande publique.

Cet accord cadre sera ensuite exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

3.2. Durée

Le marché est conclu pour la période allant du 19 novembre 2025 (ou de sa date de notification au titulaire si postérieure) jusqu'au 30 juin 2026.

Le lot ne sera pas reconduit. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Article 4. Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement à l'accord-cadre signé par le titulaire et par le CHU de Nantes
- L'annexe financière à l'acte d'engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.P.) n°PA-25094
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021)

- L'offre technique du titulaire

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG F C S , la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

Article 5. Fourniture et prestations associées

5.1. Fourniture des mobiliers

Le mobilier proposé devra satisfaire autant que possible les dimensions et finitions précisées dans l'annexe 1 – BPU/DQE (colonnes C et D), afin d'assurer une harmonie d'ensemble conforme à l'esprit d'innovation, de collaboration et d'ouverture porté par la Fabrique de l'Innovation en Santé®. L'objectif est de créer un environnement attractif, inspirant et fonctionnel pour ses futurs utilisateurs.

Le mobilier devra être pleinement adapté à l'usage prévu, et issu d'une gamme pérenne, permettant un suivi dans le temps ainsi qu'une évolutivité en fonction des besoins et configurations à venir.

Il devra être conforme à la réglementation nationale en vigueur, notamment en matière de sécurité et de prévention incendie.

Une attention particulière sera portée à la qualité de fabrication, au niveau de finition, au confort, à l'ergonomie, ainsi qu'à la résistance à l'usure et aux chocs.

Le mobilier devra être simple d'utilisation, avec des réglages aisés, et présenter des surfaces facilement nettoiables pour garantir un entretien rapide et efficace.

5.2. Prestations de livraison

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens d'acheminement à l'adresse et dans les locaux précisés dans le bon de commande.

Il devra s'assurer, pour le choix des moyens de livraisons, des conditions d'accès au lieu de déchargement.

Les livraisons seront effectuées aux heures d'ouverture mentionnés à l'article 6.1 Lieu de livraison et horaires, avec un délai de prévenance d'un minimum de 48h auprès de Mme Chloé Boulay (chloe.boulay@chu-nantes.fr ; tel 06 60 92 26 63) qui servira d'intermédiaire entre le titulaire et les bénéficiaires du mobilier.

L'emballage doit être adapté au contenu de l'envoi et protéger le mobilier de toute détérioration pendant le transport.

5.3. Prestations de déballage et montage

Les mobiliers sont soit livrés montés, soit montés/assemblés sur place le jour même de la livraison.

Le titulaire s'assurera du bon fonctionnement en présence d'un représentant du CHU.

Les emballages, palettes, etc. ne seront pas laissés sur place.

Article 6. Modalités d'exécution

6.1. Lieu de livraison et horaires

Les livraisons sont effectuées à l'adresse mentionnée ci-dessous :

**Immeuble de GINA,
Fabrique de l'Innovation,
4 rue Suzanne Képès à Nantes**

Les horaires de livraison sont du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h

6.2. Délais de livraison

Le Titulaire devra accuser réception par retour de mail du bon de commande dans un délai de 48h afin de donner date certaine à la réception et de déterminer la durée maximale de livraison. En l'absence d'accusé de réception à l'expiration des 48h, le Titulaire sera réputé avoir pris connaissance de la commande et le délai de livraison commencera à courir.

Le délai maximal de livraison sera de 8 semaines à compter de la notification du bon de commande. Si le Titulaire a proposé des délais de livraison plus courts dans son offre, ceux-ci s'appliqueront et auront valeur contractuelle.

Tout retard dans l'exécution des prestations fera l'objet de pénalités dans les conditions prévues à l'article 15 du présent CCP.

6.3. Conditions de livraison

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du Titulaire, qui effectue les livraisons franco de port et d'emballage, dès le premier euro.

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du Titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison. Le déballage des matériels, l'évacuation des matériaux d'emballage seront pris en charge par des moyens propres au Titulaire.

Également et en vertu de l'article 20.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le transport s'effectue **sous la responsabilité du Titulaire**, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le transport et le déchargement sont donc effectués sous sa responsabilité.

Chaque livraison (faite par le Titulaire ou un transporteur) devra être accompagnée d'un bon de livraison, qui devra être émarginé par un représentant de l'établissement. Les bons de livraison comportent au minimum les indications suivantes :

- Numéro de marché
- Identité de l'établissement destinataire
- Identité du fournisseur
- Identité du transporteur
- Désignation et référence de chaque fourniture / prestation
- Quantité livrée / exécutée
- Nombre de colis - Conditionnements et sous - conditionnements

Le Titulaire faisant appel à un transporteur devra communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

Les locaux à aménager sont au R+1 et R+2, le bâtiment est équipé de deux ascenseurs (l'ascenseur au Nord est un ascenseur de charge maximale de 1000Kg et de dimension : 1400x1600 mm et celui au sud à une charge maximale de 630kg et de dimension: 1100x1400 mm) et d'un escalier interne et d'un escalier externe (dont les dimensions sont, pour les deux, de 1400mm de largeur)

Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du Titulaire et ne peut être facturée à l'établissement bénéficiaire.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du Titulaire.

6.4. Bons de commandes

Les bons de commandes, émis au fur et à mesure des besoins du CHU de Nantes et notifiés au prestataire retenu comporteront :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire,
- la référence du marché concerné,
- le n° du bon de commande
- la désignation de la fourniture,
- la quantité à livrer,
- le lieu et la date de livraison
- le code Chorus Pro
- l'adresse de facturation
- le montant du bon de commande ;

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de la période de référence de l'accord-cadre. Ces bons de commande sont établis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires, annexé au présent CCP et des délais.

Article 7. Obligations du titulaire

Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le CHU de Nantes de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- les personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- son adresse bancaire ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son capital social ;
- et généralement toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de la société.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHU de Nantes ne sera pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant. Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, le CHU de Nantes ne saurait être tenu responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

Dans l'hypothèse où un titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur de l'acte portant la décision de fusion et de la justification de son enregistrement légal. À défaut, le CHU de Nantes se réserve le droit de résilier le marché public passé avec lui sans indemnisation.

Article 8. Clause environnementale

Conformément aux articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG FCS, le titulaire du présent accord-cadre se conformera en tous points aux exigences du DCE et de la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement. Et, il s'assurera auprès de ses sous-traitants du respect de l'application de ces mesures.

Plus particulièrement concernant la gestion des déchets (valorisation et élimination), il sera fait application de l'article 20.4 du CCAG FCS.

Article 9. Constatation de l'exécution des prestations

9.1. Vérification

9.1.1. Vérification qualitatives

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou de la commande, l'établissement bénéficiaire pourra :

- Soit procéder à l'ajournement dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'équipement ; la fourniture devra alors faire l'objet des mises au point préconisées dans le délai indiqué dans le courrier d'ajournement. Ce délai ne devra pas être supérieur au délai de livraison initial.
- Soit la refuser ; notamment en cas d'insalubrité ; elle doit être alors immédiatement remplacée. Le courrier de refus précisera le nouveau délai attendu.
- Soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un accord commun écrit ; le défaut d'accord entraînera le refus de la fourniture.

9.1.2. Vérification quantitative

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire pourra mettre le Titulaire du marché en demeure :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande
- Soit compléter la livraison, dans le cas contraire, dans les délais qui lui sont prescrits, à concurrence de la quantité prévue au bon de commande

9.2. Décision après vérification

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, le silence gardé par l'établissement bénéficiaire ne vaut en aucun cas admission tacite des prestations ou acceptation des observations faites par le titulaire.

L'admission des équipements sera actée par la signature du bon de livraison suite à la livraison et au montage du mobilier.

Article 10. Garantie

Sauf délai supérieur accordé au CHU de Nantes, le délai de garantie contractuel est d'une année (minimum) à compter de la notification de la décision d'admission définitive des équipements par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toutes les pièces défectueuses. Cette garantie inclut également les frais de déplacements et les coûts de main d'œuvre.

Article 11. Prix

11.1. Forme des prix

Les prix de référence sont les prix unitaires nets HT qui figurent dans l'annexe financière. Ils sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

11.2. Contenu des prix

Les prix comprennent l'ensemble des charges afférentes à la livraison franco de port, au montage, à l'installation et à l'emballage des marchandises, sans application d'un seuil minimum de commande. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture, ainsi que les marges pour risques et les marges bénéficiaires et tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, y compris ceux qui peuvent naître de l'ajournement ou du rejet des prestations, ceux-ci étant à la charge du Titulaire

Les prix du bordereau sont appliqués aux prestations réellement exécutées.

Les prix sont établis conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

L'EURO est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de variation du cours de la monnaie utilisée par le Titulaire pour régler son fournisseur étranger.

11.3. Variations des prix

Les prix sont fermes pour la durée du marché.

Article 12. Paiement

12.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-FCS

12.2. Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire
- La date de la facture
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et date du marché, la date et le numéro du bon de commande ou le n° de contrat
- la nature de la prestation réalisée et des fournitures livrées (toutes composantes)
- le prix forfaitaire et unitaire net HT des prestations et fournitures réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TVA comprise,
- la date de facturation

12.3. Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'État CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- Le code Siret du CHU de Nantes : **26440013600471**

L'établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »

- Le code service « **Recherche** » OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)
- Le numéro d'engagement (référence interne de notre commande) est obligatoire dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : EB141352 ou I91532

Article 13. Avances

Les conditions requises par l'article R.2191-3 du Code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies dans le cadre de l'exécution du présent Marché, aucune avance ne sera accordée au Titulaire.

Article 14. Acompte

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

Article 15. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro et sont appliquées sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulatives. Aucune exonération de pénalité ne sera appliquée, les pénalités sont calculées selon les modalités décrites ci-dessous.

Retard de livraison

En cas de retard de livraison manifeste du seul fait du Titulaire, celui-ci peut encourir, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 100 € HT par jour ouvré de retard et par article manquant.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où expire le délai contractuel d'exécution des prestations pour lequel le Titulaire s'est engagé.

Livraison non conforme

En cas de livraison non conforme (erreur de référence, livraison non-conforme en qualité, erreur d'adresse de livraison), une pénalité forfaitaire de 150 € par infraction constatée sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Exécution aux frais et risques

Il est fait application de l'article 45 du CCAG FCS

Par dérogation à l'article 45 au CCAG FCS, dans le cas où le Titulaire ne remédierait pas, dans un délai d'un mois, à ses difficultés d'approvisionnement, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de résilier le marché pour faute du Titulaire en application de l'article 17 du présent CCP.

Article 16. Résiliation

16.1. Conditions de résiliations

Le Titulaire peut mettre fin à l'exécution du marché dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS.

L'établissement bénéficiaire peut mettre fin à l'exécution d'un marché dans les conditions prévues au chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAS-FCS.

16.2. Indemnités de résiliation

La résiliation prononcée pour faute n'ouvre pas droit à indemnité.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

Article 17. Litiges

Il sera fait application du chapitre 8 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes au Tribunal administratif de Nantes.

Article 18. Clause de réexamen

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le Titulaire initial cède son Marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le Marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du Marché initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le Marché sera résilié aux torts du Titulaire initial.

Article 19. Liste des dérogations au CCAG/FCS

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 5	Article 4.2.1 (Pièces contractuelles)
Article 8.2	Articles 28, 29 et 30 (Constations de l'exécution des prestations)
Article 14	Article 14 (Pénalités)
Article 14	Article 45
Article 15	Article 42 (Résiliation pour motif d'intérêt général)
